



Conseil économique et social

Distr. générale
9 novembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante et unième session

13-24 mars 2017

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Africa Development Interchange Network et United States Sustainable Development Corporation, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

L'intégration mondiale a eu, ces dernières décennies, un impact positif remarquable sur le niveau de vie des populations du monde entier jusqu'alors écartées des profits du système économique. Mais même dans les pays développés les plus riches, de nombreuses personnes, de tous temps exclues du système, n'ont pas pu profiter du développement économique. Alors que la communauté internationale recherche les moyens d'intégrer pleinement les populations marginalisées à l'économie mondiale, le fait est que, dans le monde du Nord, de nombreuses régions bénéficient tout aussi peu de leur économie nationale que, n'importe quel pays en développement, de l'économie mondiale.

Dans un article, publié en octobre 2015 par le New York Times, sous le titre *The Hypocrisy of Helping the Poor* (L'hypocrisie de l'aide aux pauvres), Paul Theroux décrit la mondialisation comme la recherche de nouveaux gisements de main-d'œuvre à bon marché. Il considère que les délocalisations peuvent appauvrir une communauté américaine au point qu'on ne puisse plus la distinguer d'une ville misérable du fin fond du tiers-monde. Parcourir certaines régions du sud des États-Unis est en effet une expérience saisissante, mais cette situation n'est pas nouvelle et n'est certainement pas due uniquement à la mondialisation.

La *Black Belt* (ceinture noire) est, depuis le début du 20^e siècle, l'un des principaux agrégats de zones de pauvreté endémique et systémique aux États-Unis. Cette région, qui englobe de 300 à 600 comtés contigus selon le nombre d'États pris en compte, peut s'étendre de la Virginie à l'est, jusqu'à la Floride au sud, et recouvre en parti le Mississippi, la Louisiane et l'Arkansas. *Black Belt* est une expression forgée par Booker Washington, fondateur de l'Université de Tuskegee. Avant la période de l'esclavage, elle décrivait avec justesse la nature riche et dense des sols, plus tard, elle fut utilisée pour désigner la grande concentration de populations autochtones et de descendants d'esclaves dans la région.

Il y a une quinzaine d'années, le sénateur démocrate, Zell Miller, a demandé à l'Université de Géorgie de déterminer le meilleur moteur de développement économique pour une partie de cette région. Aux fins de l'analyse, cette zone a été désignée sous l'appellation de Croissant Sud-Est. Le sénateur Zeller avait été inspiré par la Commission régionale appalachienne, d'abord ardemment soutenue par le Président Kennedy, puis plus tard par le sénateur Robert Byrd, et se demandait si ce modèle de développement des infrastructures et de l'industrie pouvait être transposé dans le Sud-Est des États-Unis. L'initiative de recherche participative, entreprise conjointement par l'Université de Géorgie et l'Université de Tuskegee, a débouché sur une étude en deux parties, intitulées "Éliminer la pauvreté persistante dans le Sud" et "Éliminer la pauvreté persistante dans le Sud : une perspective communautaire". L'étude de l'Université de Géorgie portait sur 242 comtés dans sept États du Sud, et celle de l'Université Tuskegee, sur près de 600 comtés dans onze États du Sud.

Au cours de leurs recherches, les universitaires ont pu vérifier à de nombreuses reprises l'analyse de Theroux, à savoir que la région des 600 comtés du Sud des États-Unis pourrait statistiquement appartenir au monde du Sud. Les autochtones et les descendants des peuples d'Afrique victimes du colonialisme et de l'esclavage constituent la plus grande minorité ethnique et culturelle des États-Unis (12,1 % de la population totale en 2000). Cette population est essentiellement

concentrée dans les États du Sud, en particulier dans les zones urbaines de la *Black Belt*. Ce n'est certainement pas un hasard que certaines des principales poches de pauvreté se situent également dans cette zone (39 % d'enfants pauvres en 2013).

L'écart de pauvreté entre les personnes d'ascendance européenne d'une part, et les autochtones et personnes d'ascendance africaine d'autre part, offre un contraste saisissant. Dans le Mississippi, 51 % des enfants autochtones et d'ascendance africaine vivent dans la pauvreté, contre 18 % des enfants d'ascendance européenne. Ces chiffres sont respectivement de 50 % et 20 % dans l'Arkansas, et de 48 % et 13 % en Louisiane. On comprend mieux ces disparités si l'on considère que, dans les communautés culturelles restées largement imperméables au changement et au progrès technologique, les compétences sont élémentaires, et que, dans d'autres groupes, les compétences acquises autrefois sont devenues obsolètes.

Bien que cette zone des États-Unis s'apparente culturellement, statistiquement et économiquement à un pays en développement, la triste réalité reste largement ignorée de la communauté internationale. Il est très peu question d'une stratégie pour que les habitants de la *Black Belt* bénéficient des mesures adoptées au titre des objectifs de développement durable et du Programme 2030, et ceux qui abordent le sujet le font en vase clos. L'élaboration d'une stratégie globale, visant à aligner les innombrables besoins de la *Black Belt* sur les priorités des objectifs de développement durable des Nations Unies, est pourtant essentielle pour ses habitants.

Pour qui connaît l'étendue de la pauvreté chez les enfants de la région, il est évident que des femmes souffrent pour que leurs enfants survivent. L'extrême pauvreté systémique signifie que les femmes luttent pour survivre, que les filles ne sont pas scolarisées, que les femmes enceintes ne sont pas suivies médicalement, et que les logements sont souvent surpeuplés ou insalubres. En bref, là où règne la pauvreté extrême, les femmes, et par conséquent les enfants, souffrent.

Le silence est aussi une conséquence de la pauvreté. Ceux qui souffrent sont souvent les moins susceptibles d'être entendus. Que ce soit sur le continent africain, en Haïti, ou dans la *Black Belt*, les personnes touchées par la crise sont souvent privées de voix. Les peuples autochtones, les descendants des peuples d'Afrique victimes du colonialisme et de l'esclavage, et les membres de la diaspora, doivent s'unir pour se faire entendre. Cela est nécessaire pour qu'ils puissent lutter contre les conditions de l'oppression et de la pauvreté systémiques qui continuent de les affecter et mieux comprendre leur héritage ethnique et culturel commun.

United States Sustainable Development Corporation, qui figure dans la liste officielle des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social, demande l'élaboration des résolutions suivantes.

1. Résolution visant à créer un Forum pour les autochtones et les descendants des peuples d'Afrique victimes du colonialisme et de l'esclavage, sous l'égide du Groupe de travail d'Experts sur les personnes d'ascendance africaine;
 - a) Partager les traditions culturelles et historiques et établir des alliances stratégiques entre les États Membres et la société civile;
 - b) Établir une base de données collaborative destinée à orienter la stratégie régionale et internationale;

2. Résolution visant à créer une plate-forme pour aligner les besoins des autochtones et des descendants des peuples africains victimes du colonialisme et de l'esclavage aux États-Unis sur les objectifs de développement durable et le Programme 2030;

a) Élaborer une stratégie globale d'intégration des populations autochtones et des descendants des peuples africains victimes du colonialisme et de l'esclavage en adoptant les mesures et les budgets nécessaires pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable et le Programme 2030;

b) Développer les infrastructures nécessaires pour que les populations autochtones et descendants des peuples africains victimes du colonialisme et de l'esclavage bénéficient d'un appui, de ressources et de services techniques spécifiques;

c) Déclarer la *Black Belt* (définie en 2000 par le Bureau du recensement des États-Unis comme la région de zones contiguës du Sud-Est des États-Unis à grande densité d'habitants issus de peuples autochtones et de peuples africains victimes du colonialisme et de l'esclavage) zone sinistrée.

Nous vous remercions de votre attention et vous supplions d'agir.
